

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Conjoncture :** les PMI officiels et Caixin Markit convergent dans le sens d'un rebond de l'activité du secteur manufacturier en mars

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Banques :** en 2018 la croissance du bilan des banques a été historiquement faible, à +6,7%, alors que les ratios de rentabilité poursuivent leur baisse

**Marchés boursiers :** le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Composite Index ont progressé de +2,4 % et de +6,1 % cette semaine, à respectivement 3 246 et à 1780 jeudi 4 avril, après avoir enregistré l'évolution trimestrielle la plus favorable en plus de 4 ans

**Ouverture financière :** la CSRC a approuvé la demande de JPMorgan pour la création de sa coentreprise de valeurs mobilières

**Marché obligataire :** Bloomberg a commencé à inclure les obligations souveraines et les obligations de « policy banks » chinoises le 1er avril

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Relations US-Chine :** nouvelles négociations sino-américaines à Washington

**Relations US-Chine :** inscription au 1er mai du fentanyl sur la liste chinoise des substances contrôlées

**Accords de libre-échange :** nouveaux cycles de négociations de plusieurs ALE à Pékin

**Réforme de l'OMC :** la Chine réagit à la renonciation par le Brésil de son statut de « pays en développement » à l'OMC

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Cybersécurité :** entrée en vigueur de nouveaux standards

**Batteries :** SAFT et Tianneng Energy Technology forment une co-entreprise

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Energie / Transports :** la NDRC annonce une baisse de la TVA sur l'électricité, les produits pétroliers, le gaz et le fret ferroviaire

**Développement durable :** visite du Commissaire européen Environnement, Maritime et Pêches à Pékin

**Villes durables :** forum régional à Pékin le 2 avril de l'association « C40 » des grandes villes contre le climat

**Transports :** mise en service du pont de Nansha au-dessus de l'estuaire de la Rivière des perles le 2 avril

**Risques naturels et technologiques :** explosion dans une usine du Jiangsu

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Marchés financiers :** la bourse de Hong Kong enregistre un rebond au 1er trimestre 2019

**Aviation :** Hong Kong a hébergé la 4e édition de la « Aviation Silk Road International Conference »

**Immobilier :** Rebond des prix de l'immobilier de +1,6% entre le 1er janvier et le 28 février 2019



**Innovation** : *l'agence immobilière Centaline a collaboré avec Microsoft et l'entreprise de technologie vidéo TFI Blockchain Technology pour lancer le 1er avril 2019 la première plateforme de blockchain de Hong Kong pour la vente et l'achat de biens immobilier*



## CONJONCTURE

### Conjoncture : les PMI officiels et Caixin Markit convergent dans le sens d'un rebond de l'activité du secteur manufacturier en mars

Pour le secteur manufacturier, les deux indices des directeurs d'achats (PMI) convergent dans le sens d'un rebond de l'activité à 50,8 (Caixin) et 50,5 (indice officiel) en mars, contre 49,9 et 49,2 en février. C'est la première hausse depuis quatre mois pour l'indice Caixin Markit et depuis six mois pour l'indice officiel. Les deux indices étaient passés sous la barre des 50 (soit la ligne de démarcation entre croissance et recul) en décembre.

Si tous les sous-indices officiels signalent un rebond de l'activité, l'indice a principalement été tiré par la nette hausse des sous-indices de la production (à 52,7 en mars, contre 49,5 en février). En outre le sous-indice officiel des nouvelles commandes augmente pour la première fois en huit mois (à 51,6 en mars contre 50,6 en février) et si le sous-indice des nouvelles commandes signale toujours une contraction (à 47,1 contre 45,2 en février), celle-ci apparaît moindre. Le sous-indice officiel de l'emploi augmente légèrement à 47,6 contre 47,5 en février. Le sous-indice Caixin de l'emploi se hausse à 50,6, passant la barre des 50, soit la ligne de démarcation entre croissance et recul, pour la première fois depuis octobre 2013.

En outre, l'indice officiel non manufacturier s'affiche à 54,8 en mars contre 54,3 en février, largement tiré par la hausse du sous-indice de la construction (à 61,7 contre 59,2 en février). Le secteur des services, qui représente plus de la moitié de l'économie chinoise, reste relativement stable, passant à 53,6 contre 53,5 en février. L'indice Caixin China General Services Business Activity, qui concerne le secteur des services, augmente largement à 54,4 en mars, alors au plus haut depuis janvier 2018, contre 51,1 en février.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est axé sur l'industrie légère, tandis que l'enquête officielle est basée sur l'industrie lourde.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### **Banques : en 2018 la croissance du bilan des banques a été historiquement faible, à +6,7%, alors que les ratios de rentabilité poursuivent leur baisse**

Les actifs domestiques des banques commerciales ont crû de +6,7% en 2018, contre +8,3% en 2017 et +16,6% en 2016. Il s'agit de la plus faible croissance annuelle depuis plus de dix ans. Les banques municipales ont, avec les banques rurales, connu le plus important ralentissement de la croissance de leur actifs, à +8,3% et +5,4% contre +12,3% et +9,8% en 2017.

Les ratios de rentabilité des actifs et de rentabilité financière diminuent pour la septième année consécutive, à 0,9%, et 11,7% respectivement (contre 0,92% et 12,6 % en 2017).

La qualité des actifs a semblé légèrement se détériorer avec un ratio des créances officiellement douteuses qui augmente fin 2018 à 1,83% contre 1,74% fin 2017. Néanmoins, pour mémoire, les autorités ont confirmé le 6 mars l'existence d'une nouvelle réglementation bancaire favorable à la reconnaissance et au traitement des prêts non-performants.

### **Marchés boursiers : le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Composite Index ont progressé de 2,4 % et de 6,1 % cette semaine, à respectivement 3 246 et à 1780 jeudi 4 avril, après avoir enregistré l'évolution trimestrielle la plus favorable en plus de 4 ans**

Les Bourses de Shanghai et de Shenzhen ont clôturé à la hausse le 4 avril à respectivement 3 246 et à 1780. Les deux principales places chinoises ont prolongé une tendance observée depuis début janvier. Du 2 janvier au 4 avril, les bourses de Shanghai et de Shenzhen ont respectivement gagné +32% et +42%. L'indice CSI 300 a connu une hausse de 29% au T1, entraînant la Chine au premier rang mondial concernant les rendements boursiers au T1, devant la Colombie (+19%), la Grèce (+18%) et le Royaume-Uni (+16%).

Cette hausse peut s'expliquer par la conjonction de différents facteurs, au rang desquels : la forte contraction des marchés boursiers chinois en 2018, le moindre resserrement du taux des *Fed funds* que celui anticipé par les intervenants de marché il y a encore quelque mois, l'assouplissement de la liquidité, la décision du Président Trump de reporter la hausse des taxes sur les produits chinois importés et la décision du pourvoyeur d'indice MSCI le 1<sup>er</sup> mars de porter le facteur d'inclusion de 5% des *A-Shares* à 20%, pour certains de ses indices, notamment l'indice *MSCI Emerging Markets*. Cependant, des préoccupations subsistent, notamment dans le contexte du ralentissement de l'économie et les réformes en cours du marché des capitaux en Chine.

Sur le marché des changes, le CNY s'est apprécié face à l'EUR (-4% entre le 4 avril et le 2 janvier) et à l'USD (-2%).

Pour rappel, le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Composite Index avaient perdu 25 % et 33 % respectivement en 2018.

### **Ouverture financière : la CSRC a approuvé la demande de JPMorgan pour la création sa coentreprise de valeurs mobilières**

La nouvelle coentreprise de JPMorgan sera basée à Shanghai avec un capital de 800M RMB en partenariat avec *Shanghai Waigaoqiao Free Trade Zone Group* – SOE relevant de SASAC de Shanghai

(sa participation dans JPMorgan n'est pas précisée) et quatre autres sociétés d'investissement chinoises.

Pour mémoire, la Chine a également approuvé la création d'une coentreprise de valeurs mobilières contrôlée par Nomura. Nomura détiendra 51% des actions de sa nouvelle coentreprise avec un capital total de 2Mds RMB tandis que l'entreprise d'Etat *Orient International Co., Ltd.* et *Shanghai Huangpu Investment Co., Ltd.* détiendront le reliquat. (cf. Brève du 11/03/2019).

Pour rappel, en avril 2018, dans le sillage des annonces effectuées en novembre 2017 et du Boao Forum de début avril, la CSRC a publié des règles visant à relever à 51% le plafond de participation étrangère dans les sociétés de valeurs mobilières chinoises. En novembre 2018, la CSRC a autorisé UBS Group à porter sa participation à 51% dans *UBS Securities Co., Ltd.*, lui permettant ainsi de devenir la première société étrangère de valeurs mobilières en Chine. (cf. Brève du 11/03/2019).

### **Marché obligataire : Bloomberg a commencé à inclure les obligations souveraines et les obligations de « policy banks » chinoises le 1<sup>er</sup> avril**

Le 1<sup>er</sup> avril, les obligations chinoises libellées en yuan ont été intégrées dans l'indice *Bloomberg Barclays Global Aggregate*. Au total, 356 lignes d'emprunts obligataires gouvernementales et bancaires (*China Development Bank, Agricultural Development Bank of China et Export-Import Bank of China*) seront ajoutées à l'indice au cours des 20 prochains mois, avec une pondération augmentant de 5 pts de pourcentage chaque mois. Ce qui fera du compartiment libellé en yuan au sein de l'indice la quatrième composante monétaire après le dollar américain, l'euro et le yen japonais une fois leur intégration complète. La Chine représentera alors environ 6,06% de l'indice, a indiqué Steve Berkley, responsable des indices à *Bloomberg*.

A fin 2018, la part d'obligations de Chine continentale détenues par des investisseurs étrangers n'était que de 2% pour un montant de 1800 Mds RMB (environ 267,86Mds USD) contre 1,7% fin 2017. Néanmoins, les achats d'obligations chinoises par les étrangers ont tendance à s'accroître en atteignant 112,4Mds RMB de transactions par le *Bond Connect* en mars, soit 5,4Mds RMB par jour, alors que le volume journalier à travers le *Bond Connect* par les étrangers n'était que 3,6Mds RMB en 2018. Estimé à plus de 12 000 Mds USD, le marché obligataire *onshore* de la Chine est le troisième marché du monde et devrait encore augmenter, surtout après l'inclusion des obligations chinoises dans l'indice par *Bloomberg*, a déclaré Mark Leung, PDG de JPMorgan China.

Steve Berkley a également ajouté que *Bloomberg* considère intégrer les obligations de société dans son indice soulignant la décision de la Chine d'approuver la création de S & P Ratings (China) Co., Ltd., filiale à 100% de S & P Global Inc. , pour son activité de notation de crédit sur le marché obligataire interbancaire chinois. *Moody's* et *Fitch* sont en cours d'évaluation par les régulateurs chinois.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Relations US-Chine : nouvelles négociations sino-américaines à Washington

Les négociations commerciales sino-américaines se sont poursuivies, à partir du 3 avril, avec la visite à Washington du vice-Premier ministre chinois Liu He – visite faisant suite à celle à Pékin du représentant américain au Commerce Robert Lightizer et du secrétaire au Trésor Steven Mnuchin à Pékin les 28 et 29 mars. Invité à la Maison Blanche, Liu He a transmis à Donald Trump une lettre signée de Xi Jinping, dans laquelle ce dernier se félicite « des progrès substantiels » intervenus dans les négociations au cours du mois écoulé et fait part de sa volonté de « conclure les négociations aussi vite que possible ». Tout en saluant des « progrès effectués à un rythme rapide », le Président Trump n'a pas souhaité fixer de date pour un prochain sommet avec son homologue chinois : « *if we have a deal, there will be a summit. I think we will know over the next four weeks* ». Le Président américain a par ailleurs confirmé que l'une des dernières pierres d'achoppement dans les négociations actuelles a trait à la nature du mécanisme de mise en œuvre (« *enforcement mechanism* ») inclus dans l'accord. Plus tôt dans la semaine, le média américain *Bloomberg* annonçait que – en plus de promesses chinoises d'achats de biens américains d'ici 2025 – un éventuel accord sino-américain pourrait déboucher sur une levée des obligations de JV pour les entreprises américaines en Chine (en pratique les investisseurs américains pourraient détenir à 100% leurs implantations locales quel que soit le secteur).

### Relations US-Chine : inscription au 1<sup>er</sup> mai du fentanyl sur la liste chinoise des substances contrôlées

Le ministère chinois de la Sécurité publique, la commission nationale de la Santé et l'administration nationale des Produits médicaux ont conjointement annoncé, le 1<sup>er</sup> avril, l'inscription à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019 de tous les types de fentanyl – un opioïde responsable de la mort par overdose de dizaines de milliers d'Américains annuellement - sur la liste chinoise des substances réglementées. Dans un rapport en date de novembre 2018, *la US-China Economic and Security Review Commission*, commission placée sous mandat du Congrès américain, identifiait la Chine comme « la plus grande source de fentanyl illicite aux États-Unis » et lui reprochait notamment ses législations « faibles » en matière de contrôle de la production des médicaments. A l'issue de la rencontre entre les Présidents Xi et Trump en marge du G20 à Buenos Aires ayant abouti à une « trêve » dans la guerre commerciale ([voir brèves de la semaine du 26 novembre 2018](#)), la Chine s'était engagée à amender certaines de ses lois pour mieux contrôler les flux de fentanyl. Par la voix du porte-parolat de la Maison-Blanche, le Président Trump avait salué un « merveilleux geste humanitaire ». La presse chinoise proche du pouvoir, à l'instar du *Global Times*, a vigoureusement réfuté le fait que l'inscription du fentanyl sur la liste des substances contrôlées soit le résultat de pressions américaines dans le contexte des négociations commerciales en cours.

### Accords de libre-échange : nouveaux cycles de négociations de plusieurs ALE à Pékin

La Chine a été l'hôte, au cours des derniers jours à Pékin, de cycles de négociations de plusieurs accords de libre-échange (ALE).

Du 25 au 28 mars, s'est tenu le 14<sup>ème</sup> cycle de négociations pour un ALE avec la Norvège ; il s'est focalisé, selon la communication du ministère chinois du Commerce (MofCom), sur les questions

relatives au commerce des biens, au commerce des services, aux investissements, aux règles d'origine, aux procédures douanières, aux obstacles techniques aux échanges, aux mesures sanitaires et phytosanitaires, aux recours commerciaux (« *trade remedies* »), à l'environnement, au règlement des différends, à la propriété intellectuelle, aux politiques de concurrence, et aux marchés publics. Pour rappel, les négociations Chine-Norvège ont repris en avril 2017 après avoir été suspendues en 2011 suite à l'attribution du Prix Nobel de la Paix au dissident chinois Liu Xiaobo.

Le 29 mars, la Chine et la Corée du Sud ont organisé le quatrième cycle de leurs négociations pour l'approfondissement de l'accord bilatéral de libre-échange, en vigueur depuis 2015. Selon le MofCom, cet accord d'approfondissement constituerait le premier accord négocié par la Chine sur la base d'une « liste négative » en matière de commerce des services et d'investissements. Outre cet accord bilatéral, les deux États sont engagés dans des négociations trilatérales avec le Japon, dont le dernier cycle (le 14<sup>ème</sup> au total) remonte à décembre 2018.

Enfin, du 1<sup>er</sup> au 4 avril, la Chine et le Pérou ont tenu le 1<sup>er</sup> cycle des négociations d'approfondissement de l'ALE bilatéral en vigueur depuis 2010. Les deux États s'étaient entendus en novembre 2018 pour lancer ces négociations d'approfondissement dans le but, selon le MofCom, d'aboutir à un résultat « le plus tôt possible ». Deuxième pays latino-américain, après le Chili, à avoir conclu un ALE avec la Chine, le Pérou est, aux yeux des douanes chinoises, le 4<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Chine en Amérique Latine, derrière le Brésil, le Mexique et le Chili. Le Pérou est également, selon le MofCom, la deuxième destination des IDE chinois dans la région.

### **Réforme de l'OMC : la Chine réagit à la renonciation par le Brésil de son statut de « pays en développement » à l'OMC**

Le porte-parolat du ministère chinois du Commerce (MofCom) a réitéré, le 4 avril, la position chinoise sur la question du traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement à l'OMC, affirmant que le TSD constitue pour ces derniers un « droit fondamental ». En outre, en tant que « plus grand pays en développement du monde », la Chine se dit prête à assumer ses obligations au sein de l'OMC, mais seulement si ces obligations sont « conformes [à son] niveau de développement économique et [à ses] capacités ». Cette déclaration du MofCom intervient en réaction à la récente décision du Brésil - à l'occasion d'une récente rencontre entre les Présidents Trump et Bolsonaro - de renoncer à son statut de pays en développement à l'OMC. Le 16 janvier dernier, les États-Unis avaient publié un document critique de la manière dont l'OMC autorise des États à s'auto-déclarer « pays en développement » afin de bénéficier d'exemptions sur certaines disciplines ou de périodes de transition plus longues (voir brèves du 21 janvier 2019).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Cybersécurité : entrée en vigueur de nouveaux standards

17 standards rendus public en septembre 2018 par le Comité technique national de standardisation de la sécurité de l'information (aussi connu sous le nom de « TC260 ») sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019. Ces standards s'appliqueront notamment dans les domaines suivants : sécurité de l'information financière (GB/T 36618-2018) ; noms de domaine des autorités publiques (GB/T 36619-2018) ; les critères d'évaluation du caractère « sûr et contrôlable » des produits de cybersécurité (GB/T 36630.1/2/3/4/5-2018) ; l'identification du statut des utilisateurs des réseaux informatiques (GB/T 36633-2018) etc. Il s'agit théoriquement de standards « recommandés » (« GB/T »), c'est-à-dire non contraignants ; dans la pratique, toutefois, la conformité à ce type de standards est nécessaire pour soumissionner lors de certains appels d'offre publics ; en outre, des standards nationaux obligatoires (« GB ») intègrent souvent des références à des standards « recommandés » (qui deviennent donc, *de facto*, obligatoires).

Entrée en vigueur 2017 avec pour objectif la sauvegarde de la sécurité nationale, cette loi avait suscité dès son adoption de fortes inquiétudes en raison des nombreuses obligations qu'elle imposait aux entreprises et par son manque de clarté. Par ailleurs, si certaines exigences sont similaires à celles inscrites dans la RGPD, d'autres diffèrent. C'est le cas notamment des audits de sécurité qui ouvrent la possibilité pour les autorités chinoises de demander aux entreprises leurs codes sources, et donc d'avoir accès à leur propriété intellectuelle.

### Batteries : SAFT et Tianneng Energy Technology forment une co-entreprise

Implanté à Zhuhai depuis 2005, SAFT (filiale de TOTAL) a annoncé avoir signé un accord avec Tianneng Energy Technology (filiale de Tianneng) en vue de la création d'une co-entreprise visant à développer les batteries lithium-ion sur le site de Changxing, dans le Zhejiang. Saft détiendra 40% de cette nouvelle coentreprise. La coentreprise sera axée sur le développement, la fabrication et la vente de cellules, de modules et de packs lithium-ion pour la Chine et les marchés internationaux. Les vélos et véhicules électriques et les solutions de stockage d'énergie (ESS) seront les principaux marchés ciblés. Il s'agit du premier mouvement stratégique impulsé par Total, depuis son acquisition en 2016, pour développer l'activité de SAFT en Chine. Dotée d'une capacité potentielle de 5,5 gigawatt-heures (GWh) dont plusieurs GWh sont déjà en opération, l'usine de Changxing devrait en outre être prochainement être agrandie.

En février 2019, un autre acteur français du secteur, Forsee Power (présent à Zhongshan) avait annoncé la signature d'un contrat courant jusqu'en 2022 avec le fabricant chinois de scooters, Niu. Forsee Power fournira les systèmes de gestion de 100 000 batteries lithium-ion disposant d'une autonomie de 80 km.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Energie / Transports : la NDRC annonce une baisse de la TVA sur l'électricité, les produits pétroliers, le gaz et le fret ferroviaire**

Le 29 mars, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a annoncé plusieurs baisses de la TVA dans le secteur de l'énergie et des transports à compter du 1<sup>er</sup> avril. La TVA sur les livraisons d'électricité qui était de 16% passe désormais à 13% pour les utilisateurs des secteurs industriels ou commerciaux. Cette mesure s'inscrit dans l'objectif gouvernemental annoncé pendant la tenue des deux assemblées parlementaires (« *Lianghui* ») début mars visant à réduire en 2019 le prix de l'électricité pour les professionnels de 10%. Rappelons que l'électricité chinoise est produite pour env. 65% à partir du charbon (chiffres 2017).

La TVA sur le gaz naturel, l'essence, le gazole et les produits raffinés en Chine a également baissé au 1<sup>er</sup> avril. A titre d'illustration, le prix maximum de l'essence passe ainsi de 7,48 CNY par litre (env. 0,99 EUR) à moins de 0,97 EUR/litre.

Enfin, la NDRC a annoncé une baisse de la TVA sur le transport de fret par voie ferroviaire. Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a récemment publié des plans de développement en faveur du fret ferroviaire, visant à accroître sa part relative de 13,7% en 2017 jusqu'à 30% en 2025.

### **Développement durable : visite du Commissaire européen Environnement, Maritime et Pêches à Pékin**

Une délégation européenne conduite par le Commissaire européen pour l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, M. Karmenu Vella, était à Pékin du 1<sup>er</sup> au 3 avril pour co-présider la 7<sup>ème</sup> réunion du Dialogue politique UE-Chine sur l'environnement avec le Ministre de l'écologie et de l'environnement et pour initier deux nouveaux Dialogues, l'un sur l'eau avec le Ministre des ressources en eau et l'autre sur l'économie circulaire avec le Vice-Président de la NDRC M. ZHANG Yong.

M. Vella a notamment évoqué le défi posé par l'accélération de la perte de biodiversité et l'opportunité que représente la 15<sup>ème</sup> Conférence des Parties qui se tiendra en Chine en 2020 pour mettre en place un régime de protection de la biodiversité post-2020 ambitieux.

A l'occasion du premier Dialogue UE-Chine sur l'eau, le Commissaire européen a salué l'action de la Plateforme Europe-Chine sur l'eau lancée en 2012 et a souligné la nécessité de protéger les eaux des polluants, pesticides et plastiques, invitant à réduire l'utilisation des plastiques. M. Vella a mentionné la réglementation européenne visant à accroître la ré-utilisation des eaux urbaines résiduelles pour des usages agricoles.

[Voir le communiqué de presse de la Délégation de l'Union européenne en Chine](#)

### **Villes durables : forum régional à Pékin le 2 avril de l'association « C40 » des grandes villes contre le climat**

A l'occasion d'un forum régional de l'association « C40 » des grandes villes contre le climat organisé à Pékin le 2 avril a officiellement été lancé le programme « *C40 Climate Action Planning China*

*Programme* ». En marge de cet évènement, les villes de Chengdu, Nankin et Qingdao ont confirmé leur engagement à prendre part à l'effort collectif de mise en œuvre de l'Accord de Paris pour le climat et ont rejoint la coalition.

Pour mémoire, C40 regroupe environ 70 grandes villes du monde coalisées dans leur action contre les changements climatiques, parmi lesquelles 12 agglomérations de Chine continentale (Canton, Chengdu, Dalian, Fuzhou, Hangzhou, Nankin, Pékin, Qingdao, Shanghai, Shenzhen, Wuhan et Zhenjiang) et Hong-Kong.

L'urbanisation représente en Chine un enjeu important de la croissance des émissions de gaz à effet de serre dans la mesure où on recense chaque année plus de 20 millions de nouveaux Chinois en zones urbaines et plus de 2 milliards de m<sup>2</sup> de plancher construit chaque année – ce qui, à titre d'illustration, correspond entre 2001 et 2016 à 53 fois la surface bâtie de New-York.

### **Transports : mise en service du pont de Nansha au-dessus de l'estuaire de la Rivière des perles le 2 avril**

Un nouveau pont au-dessus de l'estuaire de la Rivière des perles dans la province du Guangdong (région de Canton) a été mis en service le 2 avril. Ce pont dit de Nansha, entre le district Nansha de municipalité de Canton et la ville de Dongguan (centre industriel d'env. 7,5 millions d'hab.), double un premier pont dit pont Humen construit en 1997 entre Nansha et le quartier de Humen à Dongguan, à proximité du pont Hong-Kong – Zhuhai – Macao ouvert au trafic en octobre 2018.

Le pont Nansha (structure suspendue de 8 voies d'une longueur de 12,8 km) représente le premier grand projet d'infrastructure de transports mis en service après la publication en février dernier de la Planification du projet d'intégration régionale dit de la « Grande Baie » entre Canton, Hong-Kong, Shenzhen et 8 autres villes.

### **Risques naturels et technologiques : explosion dans une usine du Jiangsu**

Une explosion est survenue le 31 mars dans une usine de pièces automobiles à Kunshan, dans la province du Jiangsu, faisant 7 morts et 5 blessés. Rapportée par le quotidien hongkongais *South China Morning Post*, l'explosion se serait produite dans un container de stockage de ferraille ; le feu se serait ensuite propagé aux bâtiments de production adjacents.

Pour mémoire, cette nouvelle intervient 10 jours après l'explosion dans une usine chimique dans la même province, explosion ayant provoqué la mort de 78 personnes et fait plus de 600 blessés.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

### **Marchés financiers : la bourse de Hong Kong enregistre un rebond au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.**

Le Hang Seng, indice de référence de la place de Hong Kong a progressé de +14,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, après un repli de -14% sur l'année 2018. La volatilité des cours constatée en 2018 est attribuable (i) aux inquiétudes liées aux tensions commerciales sino-américaines, Hong Kong étant particulièrement vulnérable compte-tenu de son fort taux d'ouverture, (ii) à l'ampleur du ralentissement de l'activité en Chine continentale et (iii) à l'incertitude des investisseurs concernant le rythme du resserrement monétaire américain (susceptible d'entraîner des sorties de capitaux). Le rebond constaté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 serait dû selon la majorité des observateurs à l'anticipation par les investisseurs d'un accord entre les Etats-Unis et la Chine et à des statistiques économiques chinoises meilleures que prévu sur le mois de mars.

### **Aviation : Hong Kong a hébergé la 4<sup>e</sup> édition de la « Aviation Silk Road International Conference ».**

Dans le contexte d'intégration de Hong Kong à la Chine du Sud au sein du projet de « Greater Bay Area », s'est tenue mardi 2 avril 2019, la 4<sup>ème</sup> conférence sur « l'aviation dans les nouvelles routes de la Soie ». L'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a mis l'accent sur le développement d'une meilleure coordination régionale, en particulier en matière de partage de l'espace aérien. Cependant, la concurrence est de plus en plus vive entre les principaux hubs aéroportuaires de la région (Hong Kong, Canton et Shenzhen, dans une moindre mesure Zhuhai et Macao). Alors que Hong Kong a signé des accords de transit avec 42 pays de la *Belt and Road Initiative*, Leung Chun-Ying, ex-chef exécutif de Hong Kong, a indiqué les grandes lignes du développement stratégique pour asseoir le statut de hub régional de Hong Kong. Il estime que Hong Kong doit former davantage de pilotes et ouvrir plus de routes commerciales, pour répondre à la demande de transport aérien dans la région, portée notamment par des pays comme l'Inde ou l'Indonésie.

### **Immobilier : Rebond des prix de l'immobilier de +1,6% entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 28 février 2019.**

Cette remontée fait suite à une chute des prix de 9,2% entre août et décembre 2018, dans un contexte de resserrement monétaire aux Etats-Unis, répliqué à Hong Kong en raison de l'ancrage du dollar hongkongais sur le dollar américain. Selon un sondage conduit en mars par le *South China Morning Post*, plus de la moitié des agences immobilières établies à Hong Kong estiment que l'épisode de refroidissement du marché a pris fin et anticipent une hausse des prix en 2019, jusqu'à +15% selon certaines estimations.

### **Innovation : l'agence immobilière Centaline a collaboré avec Microsoft et l'entreprise de technologie vidéo TFI Blockchain Technology pour lancer le 1er avril 2019 la première plate-forme de blockchain de Hong Kong pour la vente et l'achat de biens immobilier**

Centaline, l'une des plus grandes agences immobilières de Hong Kong, a dépensé 30 M HKD soit 3,4 M EUR pour la mise en place de la plate-forme et investira 100 M HKD (11,3 M EUR) supplémentaires dans le développement informatique. Cette plate-forme vise à donner plus de flexibilité aux vendeurs et aux acheteurs et à améliorer l'efficacité du processus d'achat de biens d'occasion, notamment à travers la participation des banques telles que HSBC, Bank of China, Heng Seng Bank, Bank of East Asia et la Standard Chartered Bank ou de cabinets d'avocats. Centaline s'attend au cours de cette année à



ce que la technologie blockchain soit utilisée dans l'ensemble du processus de transaction immobilière. Plus de 500 accords ont été signés via la plateforme depuis mars.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Hannah Fatton, Zilan Huang, Camille Bortolini, Pierre Martin, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Jean-Philippe Dufour

**Revu par :** Julien Dumond, Jean-Philippe Dufour

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux

